

**COMITE MOSELLAN DE
SAUVEGARDE DE L'ENFANCE, DE
L'ADOLESCENCE ET DES ADULTES
(C.M.S.E.A.)**

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2023

Association C.M.S.E.A.

Siège social : 47 rue Dupont des Loges - 57000 METZ

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2023**

Aux Adhérents de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.M.S.E.A. relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, du premier jour de l'exercice audité à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Le rapport de gestion ne nous ayant pas été communiqué préalablement à l'émission de notre rapport, nous ne pouvons nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations qu'il contient.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

C.M.S.E.A. Association
*Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2023*

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 7 juin 2024

C&V AUDIT ET ASSOCIÉS

Signé électroniquement le 07/06/2024 par
Georges-Amaury Taillepiéd De Bondy

C&V AUDIT
ET ASSOCIÉS
FIDUCIAIRE GESTION SAINT HONORÉ

Georges de BONDY
Commissaire aux comptes associé

Association C.M.S.E.A.

Siège social : 47 rue Dupont des Loges - 57000 METZ

**Annexe au rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2023**

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des
comptes annuels**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

BILAN DE L'ASSOCIATION CMSEA

ACTIF	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	75 000	75 000		
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	846 203	672 229	173 975	143 231
Autres immobilisations incorporelles	60 500	13 455	47 045	52 444
Immobilisations incorporelles en cours	119 102		119 102	
Avances et acomptes	27 396		27 396	1 289
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 143 659		1 143 659	1 143 659
Constructions	71 879 976	38 827 251	33 052 726	29 988 382
Installations techniques, matériel et outillage industriel	4 719 940	3 713 962	1 005 979	1 033 552
Autres immobilisations corporelles	12 406 534	9 166 400	3 240 134	2 821 270
Immobilisations corporelles en cours	544 725		544 725	3 129 599
Avances et acomptes	5 929		5 929	
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	5 091 375	8 414	5 082 961	1 970 659
Prêts	1 191 463		1 191 463	1 035 246
Autres immobilisations financières	103 425		103 425	90 518
TOTAL I	98 215 228	52 476 710	45 738 518	41 409 850
Actif circulant				
Stocks et en cours	50 933	0	50 933	38 497
Avances et acomptes	20 048		20 048	73 039
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 943 322	65 922	2 877 400	3 307 128
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	2 136 090		2 136 090	1 434 749
Valeurs mobilières de placement	10 722 432		10 722 432	13 632 692
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	16 641 795		16 641 795	15 589 359
Charges constatées d'avance	149 503		149 503	89 767
TOTAL II	32 664 123	65 922	32 598 201	34 165 230
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	130 879 351	52 542 632	78 336 719	75 575 079

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
Fonds propres / fonds associatifs		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	11 729 755	11 729 755
Fonds propres complémentaires	0	0
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	18 640 336	18 280 891
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	18 640 336	18 280 891
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	-3 244 728	-4 023 651
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	4 109 587	3 962 003
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	2 422 279	2 322 551
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-50 321	-982 717
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-70 406	0
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-9 655 867	-9 325 488
Résultat en attente d'affectation	0	0
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>	0	0
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0	0
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	1 913 050	980 144
Situation nette (sous total)	29 038 413	26 967 140
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	1 066 744	839 009
Provisions réglementées	3 726 048	3 890 950
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
TOTAL I	33 831 206	31 697 099
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	12 030 795	11 782 118
TOTAL II	12 030 795	11 782 118
Provisions		
Provisions pour risques	1 402 749	1 475 475
Provisions pour charges	8 031 330	7 993 883
TOTAL III	9 434 080	9 469 358
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	7 431 475	8 178 588
Emprunts et dettes financières diverses	122 670	130 176
Avances et acomptes reçus sur commande	1 191	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 222 560	1 881 052
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	9 424 159	8 913 595
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	962 727	1 004 817
Autres dettes	460 112	313 501
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 415 744	2 204 775
TOTAL IV	23 040 639	22 626 504
Écart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	78 336 719	75 575 079

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'ASSOCIATION CMSEA

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 920	2 095
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	937 094	878 604
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	2 706 154	2 265 533
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	77 251 137	70 369 382
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	68 652 254	61 695 750
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	47 063	34 948
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 368 885	959 256
Utilisations des fonds dédiés	2 049 182	1 570 168
Autres produits	4 599 806	4 109 777
TOTAL I	88 961 240	80 189 762
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		258
Variation de stock	-394	128
Achats de matières premières et autres approvisionnements	975 094	728 212
Variation de stock	5 381	-8 330
Autres achats et charges externes	15 644 607	14 058 556
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	5 388 789	4 817 361
Salaires et traitements	42 176 511	37 711 303
Charges sociales	15 465 701	14 227 208
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 328 247	5 430 985
Report en fonds dédiés	2 267 049	2 089 686
Autres Charges	315 136	142 794
TOTAL II	87 566 123	79 198 162
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 395 118	991 600
PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	4 662	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	173 000	9 387
Autres intérêts et produits assimilés	318 861	58 133
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	496 523	67 520
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	2 350	6 064
Intérêts et charges assimilées	124 932	136 658
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	127 282	142 722
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	369 241	-75 202
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	1 764 359	916 399

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'ASSOCIATION CMSEA

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 652	1 500
Sur opérations en capital	463 314	501 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	183 597	116 184
TOTAL V	650 563	618 684
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	14 998	4 276
Sur opérations en capital	393 066	520 119
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	18 695	8 522
TOTAL VI	426 759	532 917
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	223 804	85 767
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	75 113	22 021
Total des produits (I+III+V)	90 108 326	80 875 966
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	88 195 276	79 895 821
EXCEDENT OU DEFICIT	1 913 050	980 144
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-107 550	-44 320
Prestations en nature	-951 771	-919 753
Bénévolat	-2 577 600	-2 450 391
TOTAL	-3 636 921	-3 414 464
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature	107 550	44 320
Mise à disposition de biens et services	951 771	919 753
Prestations		
Personnel bénévole	2 577 600	2 450 391
TOTAL	3 636 921	3 414 464

ANNEXE



INFORMATIONS GENERALES

Présentation de l'Association

Créé en 1950, le Comité Mosellan de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (CMSEA) est une association sans but lucratif, indépendante de toutes structures confessionnelles ou idéologiques. Reconnu d'utilité publique depuis 1996, le CMSEA s'appuie sur son expérience pour proposer et expérimenter des formes innovantes de prises en charge.

Son but est de sauvegarder et promouvoir les possibilités d'accès à l'autonomie, à la dignité et à la solidarité pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Avec plus de 1 350 collaborateurs répartis sur une soixantaine d'établissements et services, le CMSEA est un acteur économique et territorial important, partenaire des politiques publiques. Il travaille en partenariat avec l'État, le Département de la Moselle et les Collectivités Locales. Le dialogue avec les autorités qui financent ses actions est permanent et en cohérence avec les besoins recensés sur ses territoires d'intervention.

Acteur de terrain, ses actions sont avant tout tournées vers l'accueil et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales, professionnelles, familiales ou en situation de handicap. Son action trouve également tout son sens dans l'engagement citoyen de ses bénévoles et salariés, étroitement lié aux valeurs qui inspirent quotidiennement ses pratiques :

- Reconnaître la personne accueillie dans sa dignité ;
- Considérer chacun dans sa globalité ;
- Aider chaque personne accompagnée à s'insérer socialement et à exercer une pleine citoyenneté ;
- Faire valoir l'importance des droits et des devoirs de chacun.

Le CMSEA agit dans le champ pluriel et évolutif de l'action sociale et médico-sociale. Il décline son action dans 4 secteurs d'activité :



HANDICAP



PROTECTION
DE L'ENFANCE



INCLUSION
SOCIALE



PRÉVENTION
SPÉCIALISÉE



Périmètre d'intégration

Périmètre d'intégration

Les comptes annuels du CMSEA, en 2023, regroupent 42 structures comptables.

Ces 42 structures comptables correspondent à 89 structures de tarification, une même entité comptable pouvant regrouper plusieurs structures de tarification.

Méthode d'intégration

Chacune de ces 42 structures dispose d'une comptabilité autonome, qui fait ensuite l'objet d'une sommation pour former le bilan général et le compte de résultat de l'association, tels que présentés ci-dessus.

Certaines opérations internes sont retraitées : suppression de la participation aux dépenses du siège dans les établissements et suppression équivalente des recettes du siège ; suppression équivalente au niveau du SEMN ; suppression des mouvements internes significatifs (dont prestations ESAT aux établissements, élimination des prêts entre structure, des mises à disposition de personnel en interne, retraitement des reprises de résultats antérieurs (déficits ou excédents), retraitement du service formation, retraitement des comptes de liaisons).

Ces retraitements sont effectués dans une structure spécifique permettant d'une part, le suivi des écritures retraitées, et d'autre part, d'assurer l'historique des écritures comptabilisées les années précédentes.

SITUATION AU 31-12-2023

Ont été intégrés dans les comptes annuels au 31 décembre 2023 :

- 28** Budgets au titre de la protection de l'enfance
- 14** Budgets au titre du handicap
- 18** Budgets au titre de la prévention spécialisée
- 20** Budgets au titre de l'inclusion sociale
- 9** Budgets de structures diverses

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Depuis 2020, il a été fait application du règlement ANC n° 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières suivantes :

- Règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçantes ;
- Règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Code de l'Action Sociale et des Famille (CASF), pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L 312-1 du CASF.

Le bilan de l'exercice présente un total de **78 336 719 €**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 90 108 326 €** et un total de **charges de 88 195 276 €**, dégageant ainsi un **résultat comptable de 1 913 050 €**.

L'exercice considéré **débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Situation du centre ELAN

La cessation d'activité d'ELAN au 31 juillet 2010, suite à un retrait d'habilitation, a entraîné un déficit de 987 125,20 €, dans le référentiel « comptes annuels », ce qui correspondait à un déficit de 1 960 107,42 €, dans le référentiel « compte administratif ». Compte tenu des écritures complémentaires comptabilisées de 2011 à 2022, le déficit cumulé s'élève à 2 029 446 € à fin 2022 dans le référentiel « compte administratif ».

Le CMSEA a engagé dès 2010 une action en vue du recouvrement des sommes dues devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (TITSS) de Lyon.

Un premier arrêt du 10 décembre 2012 a annulé le refus de fixation d'un prix de journée de clôture pour la période du 1er janvier 2010 au 31 juillet 2010 du centre psychopédagogique «Elan» et a procédé, avant dire droit, à un supplément d'instruction.

Dans son arrêt définitif du 13 juin 2016, le TITSS de Lyon a rendu un jugement qui n'est pas favorable au CMSEA. En effet, celui-ci ne fait pas droit à notre demande de prise en compte des frais de fermeture, autres que les indemnités de licenciement.

Le CMSEA a fait appel de ce jugement le 17 août 2016.

Le 13 mars 2020, la Cour Nationale annule le jugement du TITSS et rend un jugement (reçu le 10 juillet 2020) plus défavorable au CMSEA.

Le CMSEA saisi le Conseil d'Etat le 8 septembre 2020.

Par une décision du Conseil d'Etat rendue le 30 novembre 2021, l'arrêt du 13 mars 2020 de la Cour Nationale de la Tarification est annulé, le dossier est renvoyé devant cette même cour, où il est toujours pendant à ce jour.

Difficultés de recrutement

Les associations gestionnaires d'Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux sont confrontées à d'importantes difficultés de recrutement de personnel, éducatif ou autre. Le secteur d'activité n'est plus attractif, et les écarts de salaires se creusent avec la fonction publique (territoriale, hospitalière, ...) et le secteur marchand.

Elles constatent également une baisse de qualifications des salariés recrutés, faute de professionnels diplômés sur le marché.

Tout ceci engendre des économies artificielles sur les budgets, et un risque d'une baisse de la qualité de la prise en charge des usagers.



L'inflation

L'année 2023 est encore été marquée par une inflation importante. Protégé temporairement par des contrats souscrits au niveau associatif pour le gaz, nous subissons de plein fouet la hausse de l'électricité, des carburants avec sa répercussion sur les transports des usagers et la hausse des produits et fournitures alimentaires, ainsi que la hausse des matériaux sur nos chantiers de travaux. Sans contrat associatif sur l'électricité, l'impact de l'inflation aurait été bien supérieur. Si elle devait durer, cette situation pourrait être préoccupante en cas de défaut d'abondement supplémentaire par nos tarificateurs.

INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF IMMOBILISÉ

Les valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

La méthode des composants a été appliquée pour les principales acquisitions à compter du 1er janvier 2006, et a été généralisée pour toutes les constructions acquises antérieurement à cette date.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les écarts constatés par l'application de cette méthode n'ont pas été pris en compte par le tarificateur et ont été retraités en amortissements différés et en amortissements dérogatoires.

Variation des immobilisations

IMMOBILISATIONS BRUTES	Immobilisations au 31/12/2022	AUGMENTATIONS			DIMINUTIONS			Immobilisations au 31/12/2023
		Apport	Aquisitions	Vir de poste à poste	Mises au rebut	Ventes	Vir de poste à poste	
Immobilisations incorporelles	883 057	3 000	252 839	0	10 695	0	0	1 128 201
Frais d'établissement								
Frais de recherche et de développement	75 000							75 000
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	747 768	3 000	106 130		10 695			846 203
Fonds commercial								0
- dont droit au bail								0
Autres immobilisations incorporelles	59 000		1 500					60 500
Immobilisations incorporelles en cours	1 289		145 209					146 498
Total Immobilisations incorporelles	883 057	3 000	252 839	0	10 695	0	0	1 128 201
Immobilisations corporelles	88 480 972	89 603	5 178 782	5 303 176	464 047	2 584 547	5 303 176	90 700 763
Terrains	1 143 659							1 143 659
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure								
Constructions sur sol propre	65 987 895		837 193	4 276 448	130 960	2 013 489		68 957 086
Constructions sur sol d'autrui	1 875 273	1 141	34 377	1 016 878	4 779			2 922 890
Installations, matériel et outillage techniques	4 770 253	22 997	293 989	3 029	123 011	247 316		4 719 940
Autres immobilisations corporelles	11 574 293	65 465	1 288 992	6 821	205 297	323 742		12 406 534
Immobilisations corporelles en cours	3 129 599		2 724 231				5 303 176	550 654
Total Immobilisations corporelles	88 480 972	89 603	5 178 782	5 303 176	464 047	2 584 547	5 303 176	90 700 763
Immobilisations financières	3 102 487	1 700	3 301 397	0	0	19 321	0	6 386 264
Participations								
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés	1 976 723		3 114 651					5 091 375
Prêts	1 035 246		156 217					1 191 463
Autres immobilisations financières	90 518	1 700	30 529			19 321		103 425
Total Immobilisations financières	3 102 487	1 700	3 301 397	0	0	19 321	0	6 386 264
TOTAL IMMOBILISATION	92 466 516	94 303	8 733 018	5 303 176	474 742	2 603 868	5 303 176	98 215 228



Les amortissements et dépréciations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode Linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Libellé	Amortissements et dépréc. au 31/12/2022	Apport	Dotations 2023	Diminutions 2023	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	686 094	3 000	82 285	10 695	760 684
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement	75 000				75 000
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	604 538	3 000	75 386	10 695	672 229
Fonds commercial (établissements privés) - dont droit au bail					
Autres immobilisations incorporelles	6 556		6 899		13 455
Immobilisations incorporelles en cours					
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. Incorporelles	686 094	3 000	82 285	10 695	760 684
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	50 364 510	54 004	3 939 959	2 650 861	51 707 613
Terrains					
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure					
Constructions sur sol propre	37 056 728		2 584 720	1 802 195	37 839 253
Constructions sur sol d'autrui	818 058	183	173 268	3 511	987 998
Installations, matériel et outillage techniques	3 736 701	8 285	322 706	353 730	3 713 962
Autres immobilisations corporelles	8 753 023	45 536	859 265	491 425	9 166 400
Immobilisations corporelles en cours					
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. Corporelles	50 364 510	54 004	3 939 959	2 650 861	51 707 613
Dépréciations des immobilisations financières	6 064	0	2 350	0	8 414
Participations et créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	6 064		2 350		8 414
Prêts					
Autres					
TOTAL dépréciations des immobilisations financières	6 064	0	2 350	0	8 414
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	51 056 668	57 004	4 024 594	2 661 556	52 476 710

INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF CIRCULANT

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).
Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque la valeur brute est supérieure.

Les créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

CREANCES	31/12/2023	1 an au plus	Plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 191 463		1 191 463
Autres immobilisations financières	103 425		103 425
Clients douteux ou litigieux	70 725	70 725	
Autres créances clients	2 806 675	2 806 675	
Créances représentatives des titres prêtés			
personnel et comptes rattachés	1 780	1 780	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
taxes sur la valeur ajoutée	446 834	446 834	
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	1 460 907	1 460 907	
Groupe et associés			
Débiteurs Divers	226 569	226 569	
Charges constatées d'avance	149 503	149 503	
TOTAL DES CREANCES	6 457 881	5 162 993	1 294 888
Prêts accordés en cours d'exercice	156 217		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Les disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

INFORMATIONS RELATIVES

AU PASSIF

La variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde au 31/12/2022	Apport	Affectation Résultat	Reprise	Solde au 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	11 729 755				11 729 755
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves:	18 280 891		874 475	515 031	18 640 335
<i>Dont réserves des activités Sociales et médico-Sociales sous gestion contrôlée</i>	16 910 445		874 475	513 429	17 271 491
Report à nouveau	-4 023 651	119 842	322 955	-336 126	-3 244 728
<i>Dont report à nouveau des activités Sociales et médico-Sociales sous gestion contrôlée</i>	-10 308 205	119 842	-11 529	-423 298	-9 776 594
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	980 144	38 381	1 913 050	1 018 525	1 913 050
<i>Dont résultat des activités Sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	871 438		1 426 365	871 438	1 426 365
Situation Nette	26 967 139	158 223	3 110 480	1 197 430	29 038 412
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	839 009	3 000	372 988	148 253	1 066 744
Provisions réglementées	3 890 950		18 695	183 597	3 726 048

Le résultat

LE RÉSULTAT EFFECTIF GLOBAL

DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
RESULTAT COMPTABLE	1 913 050	980 144
Reprise résultat antérieur		
EXCEDENT OU DEFICIT GLOBAL	1 913 050	980 144
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	486 685	108 706
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	1 426 365	871 438

LE RÉSULTAT COMPTABLE PAR PÔLE

Résultat comptable de l'exercice 2023	1 913 050
Prévention Spécialisée	-23 646
Pôle Handicap	66 266
Pôle Protection de l'Enfance	636 483
Pôle Inclusion	666 481
Divers	567 466

LE RÉSULTAT A AFFECTER

Résultat comptable de l'exercice	1 913 050
Reprise résultats sous contrôle tiers financeurs : déficits	-69 517
Retraitements incidence PJ Creton 2023	1 575 669
Dépenses non opposables aux tarificateurs	1 094 040
Produits non opposables aux tarificateurs	-559 779
Charges reprises sur excédents antérieurs	375 267
Résultat du Compte Administratif à affecter	4 328 729

Les fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Apport	Report	Utilisation			A la clôture de l'exercice	
				Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation								
Service Central	103 091			78 784			24 307	
SEM N Secretariat	532		19 026	532			19 026	
EPS Val de Sarre	4 835		1 197	4 836			1 196	
EPS Forbach	3 204			704			2 500	
EPS Val de Fensh	3 722		400	3 722			400	
EPS St Avold	1 546		550	1 546			550	
EPS Metz	34 575		22 306	34 575			22 306	
MECS Solgne	4 000			400			3 600	
CSAPA Les Wads	731 697		537 225	731 697			537 225	28 200
CHRS Espoir	61 000		13 969	61 000			13 969	
Dispositif Insertion	122 626		29 334	115 627			36 334	
CAARUD L'Escale	-		2 000				2 000	
Impro Morhange	126 490		14 000	21 559			118 931	90 497
DAME la Horgne	24 162		14 000	25 410			12 752	
Foyer le Haut Soret	32 810			32 810			-	
	1 254 291		654 007	1 113 202	-	-	795 095	118 697
CNR dédiés à l'exploitation								
SAEI - MJIE	22 537						22 537	
SPFS	1 000			1 000			-	
EPS Val de Fensh			1 802				1 802	
EPS Metz			1 122				1 122	
DITEP	7 059		43 477	8 024			42 512	
MECS Lorry			1 000				1 000	
MECS Bacelles			11 588				11 588	
CSAPA Les Wads	310 996		519 410	310 997			519 410	9 000
CER 54	31 070						31 070	
CHRS Espoir			6 244				6 244	
CAARUD L'Escale		25 655		6 934			18 721	
IMP Espérance	8 646		46 820	16 825			38 641	
Impro Morhange	90 497		31 893				122 389	90 497
DAME la Horgne	101 253		87 499	44 918			143 834	
SESSAD TED	-		9 920				9 920	
FAM le Haut Soret	6 197		3 916	8 237			1 876	
ESAT Atelier des Talents	42 051		28 872	23 791			47 132	
	621 306		793 563	420 725	-	-	1 019 799	99 497
Fonds dédiés à l'investissement								
Service Central	102 661		10 934	23 285			90 310	
SAEI - AEMO	18 357			795			17 562	
SAEI - MJIE	608 201			10 449			597 751	454 048
SPFS	27 951			1 698			26 253	
CFA	0		9 000	1 376			7 624	
EPS Metz	2 434			228			2 206	
DITEP Lorry	266 281		36 626	20 941			281 966	
MECS Lorry	229 441			4 945			224 496	
CAAA Faulquemont	15 710			1 912			13 798	
BULLES D'R			8 094	245			7 849	
MECS Grand Chêne	112 796			10 415			102 381	
MECS Bacelles	24 004		314 721	3 244			335 481	
DADT Thionville	116 118		770	12 345			104 543	
MECS Solgne	381 885			46 933			334 953	
CSAPA	142 282			16 645			125 637	
CER Moselle	1 246 983			63 466			1 183 517	
CER 54	860 674						860 674	860 674
CHRS Espoir	102 395			3 289			99 106	
Dispositif Insertion	104 583			5 000			99 583	
CAARUD L'Escale		5 155		1 209			3 946	
IMP Espérance	290 434		7 005	13 038			284 402	
Impro Morhange	2 115 493		36 626	144 206			2 007 912	
IMPro la Horgne	976 388		33 808	98 365			911 831	
SESSAD TED			5 604				5 604	
Foyer le Haut Soret	1 776 778		154 634	2 424			1 928 987	
ESAT ADT			30 626				30 626	
ESAT ADT Commercial	367 205		171 032	24 356			513 881	
Patrimoine	17 465			4 445			13 020	
	9 906 520		819 480	515 255	-	-	10 215 900	1 314 722
TOTAL FONDS DÉDIÉS	11 782 117		2 267 049	2 049 182	-	-	12 030 795	1 532 916

LES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Provisions réglementées	Provisions réglementées au 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Provisions réglementées au 31/12/2023
Provisions Réglementées				
141 - Destinées à la couverture du Besoin en Fonds de Roulement	143 082			143 082
142 - Pour renouvellement des immobilisations				
144 - Relatives aux autres éléments de l'actif				
145 - Amortissements dérogatoires	942 283		87 488	854 795
146 - Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)				
147 - Plus-values réinvesties (établissements privés)				
148 - Autres provisions réglementées	2 805 586	18 695	96 109	2 728 172
14861 - dont réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé	2 794 897	18 695	96 109	2 717 483
14862 - dont réserves des plus-values nettes d'actif circulant	10 689			10 689
TOTAL PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	3 890 951	18 695	183 597	3 726 049

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITATION

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2022	Apport	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montants au 31/12/2023
Provisions pour risques et charges					
151 - Provisions pour risques	1 475 474		363 359	436 084	1 402 749
dont provisions pour litige (c/1511)	1 393 998		240 859	436 084	1 198 773
dont prov. pour garanties données aux usagers (c/1512)					
dont provisions pour pertes sur marchés à terme (c/1513)					
dont provisions pour amendes et pénalités (c/1514)					
dont provisions pour perte de change (c/1515)					
dont autres provisions pour risques (c/1518)	56 344		122 500		178 844
dont provisions pour risques d'emploi (c/1516)	25 132				25 132
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite...)	7 681 602	24 963	857 850	878 559	7 685 856
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)					
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	312 282		40 000	6 808	345 474
dont provisions pour grosses réparations (c/1572)	312 282		40 000	6 808	345 474
158 - Autres provisions pour charges					
dont provisions pour rémun. pers. handicapées (c/1581)					
dont autres provisions pour charges (c/1588)					
TOTAL GENERAL	9 469 359	24 963	1 261 209	1 321 451	9 434 079

LES PROVISIONS POUR CONGÉS PAYÉS

L'association a comptabilisé une provision pour congés payés pour un montant de 5 084 647 €.

Cette charge se trouve dans la rubrique « dettes fiscales et sociales » (pour les congés payés et pour les charges sociales sur congés payés).

Il faut préciser qu'en vertu des dispositions particulières applicables au secteur médico-social, le financement de cette mesure est généralement refusé par le tarifificateur, qui préfère financer les congés au moment de leur prise effective par les salariés (ou lors de leur départ de l'établissement).

LES PROVISIONS RETRAITE

Selon l'article 9 alinéa 2 bis du Code de Commerce, «le montant des engagements de l'entreprise en matière de pension, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires des membres ou associés de son personnel et de ses mandataires sociaux est indiqué dans l'annexe. Par ailleurs, les entreprises peuvent décider d'inscrire au bilan, sous forme de provision, le montant correspondant à tout ou partie de ces engagements».

La convention collective applicable à notre secteur prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière (IFC). Actuellement, les indemnités versées à l'occasion du départ en retraite sont comptabilisées lors de leurs paiements dans le compte administratif. Conformément aux textes applicables au secteur depuis le 1er janvier 2007, l'association a comptabilisé une provision pour indemnités de départ en retraite à hauteur de 7 685 856 €.

Les dettes

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Seuls les emprunts sont garantis par des sûretés réelles dont la liste figure dans les engagements hors bilan.

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

DETTE	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max.à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an max.à l'origine	7 431 475	678 333	2 300 010	4 453 132
Emprunts et dettes financières divers	122 670	25 961	44 400	52 310
Avances et acomptes reçus	1 191	1 191		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 222 560	2 222 560		
Personnel et comptes rattachés	4 265 723	4 265 723		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 385 567	4 385 567		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	308 466	308 466		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	464 403	464 403		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	962 727	962 727		
Groupe et associés				
Autres dettes	460 112	460 112		
Dette représentative de titres empruntés				
produits constatés d'avance	2 415 744	2 415 744		
TOTAL DES DETTES	23 040 638	16 190 787	2 344 410	4 505 442
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	758 799			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

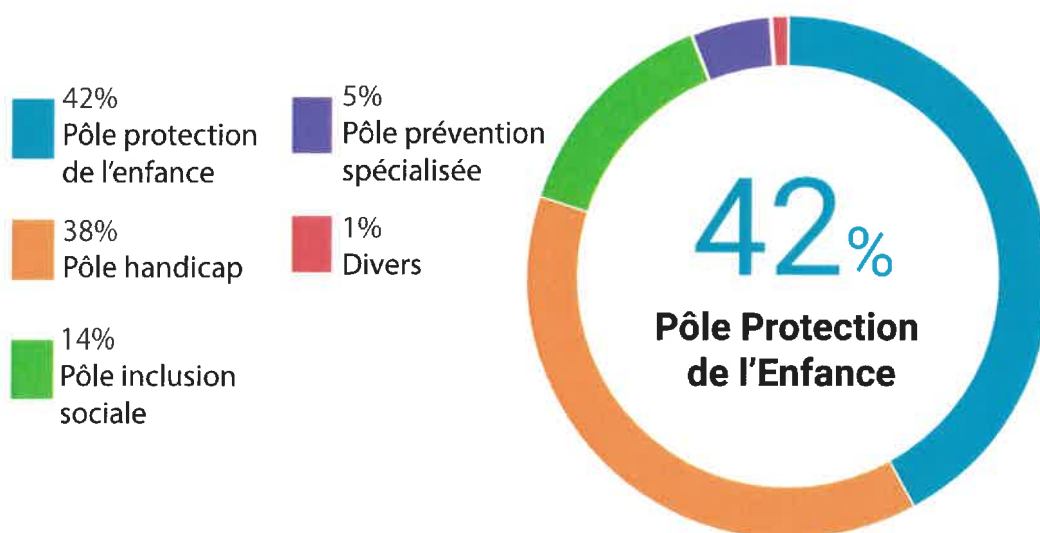
LES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Etat exprimé en euros	31/12/2023	31/12/2022
Produits constatés d'avance	2 415 744	2 204 775
dont :		
produits de tarification liés à l'activité	2 364 336	2 184 961
autres produits de tarification	14 000	14 000

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTATS

Les produits d'exploitation

VENTILATION DES PRODUITS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ



CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	31/12/2023	31/12/2022
CONCOURS PUBLICS		
ETAT ARS	24 275 135	22 350 652
ETAT DDSCS	1 036 768	976 364
ETAT PJJ	4 029 550	3 084 839
Conseil Départemental	38 360 602	34 429 710
Autres	950 198	854 184
	68 652 253	61 695 750
SUBVENTIONS		
ETAT	2 240 352	1 996 561
Conseil Départemental	3 556 555	3 677 502
Municipalités	1 685 547	1 637 638
Autres	1 116 429	1 361 931
	8 598 883	8 673 631
TOTAL GENERAL	77 251 136	70 369 382

Achats

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Honoraires du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros	31/12/2023	31/12/2022
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	58 240	57 000
Au titre d'autres prestations	-	-
Total	58 240	57 000

Le décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008 requiert de faire figurer dans l'annexe aux comptes annuels (R123-198 du code du commerce) et/ou aux comptes consolidés (R233-14 du code du commerce), le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat (annuel ou consolidé), en séparant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes (annuels ou consolidés), de ceux facturés au titre des diligences directement liées.

Contributions volontaires en nature

Les dons et contribution en nature sont évalués à leur valeur vénale.

La valorisation du bénévolat s'effectue selon la rémunération prévue par la convention collective pour la qualification et l'emploi exercé au sein de l'association. Elle est exprimée en valeur brute plus charges fiscales et sociales.

Sur l'année 2023, le CMSEA a bénéficié de 97 117 heures de bénévolat, soit l'équivalent de 53 ETP, qui représentent la somme de 2 577 600 €.

Un certain nombre de municipalités et de bailleurs sociaux, la SNCF et la Région mettent également à disposition du CMSEA des locaux à titre gratuit ou pour un loyer très inférieur au prix du marché. Cela représente 9 279 m² pour lesquels les loyers sont estimés à 999 075 € et payés réellement pour 47 304 €, soit une contribution volontaire de 951 771 €.

Le CMSEA a également bénéficié de dons en nature (matériel sportif/loisir, produits d'hygiène et billets donnant accès à des activités de loisir pour les usagers qui nous sont confiés). Le total de ces dons de matériel neufs ou d'occasion s'élève à 107 550 €.

Le montant global des contributions volontaires en nature représente 3 636 921 €.

AUTRES INFORMATIONS DE L'ANNEXE

Effectifs au 31/12

Source Bilan Social CMSEA - effectif au 31/12

PERSONNEL	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020
Cadres de direction	34	35	29	32
Cadres intermediaires & Cadres techniciens	78	72	71	66
Personnel Administratif	108	110	100	97
Personnel Educatif	683	667	660	633
Personnel Para-médical	56	48	32	35
Medecins	7	12	11	10
Psychologues	46	46	47	43
Personnel des Services Généraux	196	170	184	175
Assistants familiaux	68	65	74	72
Personnel Divers (contrats aidés, apprentis)	74	40	39	51
Effectif Total en nombre de personne	1 350	1 265	1 247	1 214
dont Femmes	910	864	852	810
dont Hommes	440	401	395	404
Dont CDD & contrats aidés	157	133	145	140

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Article 20 de la loi n°2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.
 Considérant que les trois plus hauts cadres dirigeants sont membres du bureau du Conseil d'Administration, et donc tous bénévoles, ils ne perçoivent ni rémunération ni avantage en nature.

INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements financiers

31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
-Cf. état Engagements financiers - Avals, cautions et garanties	14 751 559	
	14 751 559	
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
		0
Autres engagements		
		0
Total des engagements financiers (1)	14 751 559	
(1) Dont concernant :		
Les dirigeants		
Les participations		
Les filiales		
Les autres entreprises liées		

Les montants figurant dans le paragraphe "Avals , cautions et garanties" sont les montants garantis à l'origine dans la limite des créances restants dues.

DÉTAIL - AVALS, CAUTIONS ET GARANTIES

Engagements financiers - Avals, cautions et garanties			Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Banque	Etablissement	Nature de l'engagements		
Caisse Epargne	CHRS Espoir	Cautiion Société cautionnement CEGC	1 560	
CIC	ITEP de Lorry	Hypothèque immobilière	1 500 000	
CIC	MECS Faulquement	Nantissement de compte bancaire rémunéré	250 000	
CIC	MECS Solgne	Nantissement de compte bancaire rémunéré	80 000	
CIC	SPFS	Nantissement de compte bancaire rémunéré	470 000	
CIC	FAM Haut Soret	Nantissement de compte bancaire rémunéré	3 000 000	
CIC	FAM Haut Soret	Promesse d'Hypothèque immobilière	3 100 000	
CIC	Siège	Nantissement de compte bancaire rémunéré	650 000	
Crédit Coopératif	MECS Lorry	Nantissement de compte-titres	149 999	
Crédit Coopératif	Atelier des Talents	Hypothèque immobilière Crédit coopératif	3 050 000	
Société Générale	Atelier des Talents	Nantissement compte de dépôts Société Générale	1 000 000	
Société Générale	Atelier des Talents	Promesse d'Hypothèque immobilière	1 000 000	
Société Générale	CHRS Espoir	Promesse d'Hypothèque immobilière	250 000	
Société Générale	SAEI	Promesse d'Hypothèque immobilière	250 000	
TOTALISATION			14 751 559	

LES ENGAGEMENTS DE CRÉDITS BAIL

	Terrains	Constructions	Installation, matériel et outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				74 000	
Encours des loyers restant à facturer au 31/12/2023 :					
à un an au plus :				0	
de 1 à 5 ans :				0	
à plus de 5 ans :				0	
Valeur résiduelle :					
à un an au plus :				0	
de 1 à 5 ans :				0	
à plus de 5 ans :				0	
Montant pris en charge sur l'exercice				8 091	

Opérations hors bilan

Conformément à l'accord de branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif conclu le 1er avril 1999 relatif à la création d'emploi par l'aménagement et la réduction du temps de travail, le CMSEA a adhéré au Fonds Commun de Placement UNIFED EPARGNE TEMPS pour la gestion financière des provisions correspondant à la contre-valeur des jours de congés épargnés par les salariés de l'Association dans le cadre de leur Compte Epargne Temps.

Valorisation du portefeuille titre au 31/12/2023 : 1 413 645,16 €